

Yvonnick Denoël

# HISTOIRE SECRÈTE DU XX<sup>e</sup> SIÈCLE

*Mémoires d'espions*  
*De 1945 à 1989*



Extrait de la publication

nouveau monde  
éditions



# HISTOIRE SECRÈTE DU XX<sup>e</sup> SIÈCLE

Du même auteur chez Nouveau Monde éditions

*Le livre noir de la CIA*, 2007

*1979, guerres secrètes au Moyen-Orient*, 2009

*Comment devient-on espion ?* 2009

*Sexus economicus – Le grand tabou des affaires*, 2010

Suivi éditorial : Sabine Sportouch

Corrections : Catherine Garnier

Maquette : Pierre Chambrin

© Nouveau Monde éditions, 2010

24, rue des Grands-Augustins - 75006 Paris

ISBN : 978-2-84736-534-4

Dépôt légal : octobre 2010

Imprimé en France par Corlet

*Yvonnick Denoël*

# HISTOIRE SECRÈTE DU XX<sup>e</sup> SIÈCLE

MÉMOIRES D'ESPIONS  
DE 1945 À 1989

nouveau monde éditions

Extrait de la publication



## Introduction

### À quoi servent les espions ?

Le 14 février 2003, deux ministres prennent la parole à l'Onu, devant le Conseil de sécurité et sous l'œil des caméras. Leur affrontement va entrer dans l'histoire : d'un côté les États-Unis, représentés par Colin Powell, secrétaire du département d'État, recherchent le soutien de l'Onu pour engager une seconde guerre contre l'Irak. De l'autre, la France par la voix de son ministre des Affaires étrangères, Dominique de Villepin, privilégie une sortie de crise pacifique. Le premier insiste sur les « preuves accablantes » de la présence d'armes de destruction massive en Irak. Et le second défend avec panache le point de vue d'un « vieux pays », ami de l'Amérique mais partisan de mener à son terme le processus d'inspection en cours. On présente souvent le discours du Français comme une réplique à celui de l'Américain, ce qui est inexact : ce jour-là, Powell a parlé *après* Villepin. En revanche, il s'était exprimé une dizaine de jours plus tôt devant le Conseil de sécurité pour présenter les preuves « en béton » recueillies par les agences de renseignement américaines. C'est, indirectement, à ce discours que répond le ministre français.

Lorsqu'il s'avance vers la tribune, Dominique de Villepin a en main un discours assez bref et maintes fois remanié avec son équipe. Mais il a aussi en tête un dossier fourni par le service de renseignement extérieur français. Car, dans les heures qui ont suivi la présentation des preuves « en béton » par Colin Powell, une cellule de crise constituée par la DGSE a travaillé d'arrache-pied pour les évaluer et

les soumettre à une critique rigoureuse. Des spécialistes de chaque domaine (armes chimiques, atomiques, bactériologiques, etc.) ont rédigé « en direct » leur évaluation des accusations américaines, égrenées à un rythme soutenu. Si, à première vue, ces « preuves » pouvaient sembler accablantes, il en allait tout autrement pour les experts de la DGSE, qui décortiquèrent les incohérences et les à-peu-près, voire les francs mensonges compilés – non sans réticences – par la direction de la CIA. Un cadre expérimenté du service entreprit ensuite de fondre ces diagnostics en une note de synthèse la plus limpide possible. Celle-ci fut transmise à la direction du renseignement et au cabinet du directeur, puis au directeur lui-même, qui décida de l'envoyer aux « clients » habituels de la DGSE, entre autres le président de la République, le Premier ministre, le ministre de la Défense et le ministre des Affaires étrangères. De l'avis unanime de tous ceux qui ont pu la consulter, cette note était tout simplement accablante. Elle mettait tranquillement en pièces l'argumentaire américain, et pouvait sans doute retourner une partie des chancelleries favorables à la guerre. Cependant, au vif étonnement de ceux qui y avaient contribué, Dominique de Villepin une fois monté à la tribune de l'Onu n'en fit pas le moindre usage.

## **De l'usage du « renseignement » en politique**

L'explication politique est la plus plausible pour interpréter sa décision. Le discours qu'a choisi de prononcer le ministre ce jour-là était ramassé et lyrique : il plaçait le débat au niveau des *principes* et des *valeurs* de la vieille Europe contre l'Amérique conquérante de G.W. Bush. Entrer dans des réfutations précises et techniques aurait sans doute délayé son propos. Une autre considération a pu entrer en ligne de compte au Quai d'Orsay : en plus de s'opposer frontalement à la puissance américaine, il n'était guère prudent d'accuser, depuis la tribune de l'Onu, les États-Unis de mensonge ou de fraude, ce qui aurait sans doute laissé des traces durables et rendu encore plus



## *À quoi servent les espions ?*

difficile une réconciliation ultérieure. Voilà sans doute pourquoi, en apparence du moins, le travail de la DGSE n'a servi à rien ce jour-là. On peut le comprendre tout en imaginant le dépit de ceux qui avaient travaillé dur pour fournir à leurs dirigeants des armes solides.

Il n'est donc pas interdit de poser la question : a-t-on vraiment besoin des espions ? Microscopique à l'échelle de la « grande » histoire, cet épisode de l'Onu n'est pas un fait isolé. Il témoigne d'une sous-utilisation du renseignement par les dirigeants politiques, à quelques exceptions près. On peut citer de nombreux exemples, aux conséquences parfois vertigineuses : c'est le gouvernement français de 1938, informé par son espion au cœur de l'appareil hitlérien des projets de l'Allemagne nazie, qui ne tient aucun compte de ses avertissements ; c'est Staline, renseigné avec précision sur les projets d'attaque allemande contre l'URSS, qui écarte ces informations d'un revers de main ; c'est de Gaulle, à qui le Sdece offre dès 1959 un canal officiel de négociation avec le FLN et qui refuse de l'utiliser ; c'est Mitterrand, qui refuse de faire confiance aux seules DGSE et DST lors de la vague d'attentats qui frappe Paris en 1982, décidant de constituer une cellule antiterroriste à l'Élysée ; c'est l'équipe Bush-Cheney, qui falsifie les rapports négatifs sur les armes de destruction massive attribuées à Saddam Hussein pour justifier l'attaque contre l'Irak en 2002-2003 ; c'est Ehud Olmert, qui ignore les mises en garde du Mossad sur l'inefficacité d'une attaque d'Israël au Sud-Liban en 2006, etc., etc.

Autant d'erreurs faciles à pointer, après coup, par l'historien, mais plus difficiles à expliquer de la part de chefs d'État. Il faut dire, à la décharge des politiques, que les espions se trompent parfois, se manipulent et s'intoxiquent souvent, bref que leur « production » n'est jamais fiable à cent pour cent. Tout comme celle des diplomates, cabinets ministériels, experts en tous genres et conseillers politiques, serait-on tenté d'ajouter. À force de croiser, dans des entretiens ou des Mémoires d'anciens responsables du renseignement, des récriminations sur la non-exploitation de telle ou telle révélation ou analyse, on en vient à se demander pourquoi les décideurs ne suppriment pas,

tout simplement, leurs services secrets, ce qui permettrait de considérables économies ! En réalité, même ceux qui arrivent au pouvoir emplit de méfiance envers les « barbouzes » deviennent vite « accros » aux rapports du contre-espionnage et du renseignement extérieur. Et ils réalisent que les services sont un rouage nécessaire de l'État, ne serait-ce que pour répondre à des questions précises et urgentes que se posent les dirigeants. L'information privilégiée, celle qui n'est pas encore publique, est un des privilèges du pouvoir, qui n'y renoncerait à aucun prix. Ce qui manque le plus, en somme, ce serait le temps et la compétence pour vérifier et analyser l'information reçue des services. Sans compter que le renseignement n'est pas toujours « utile », au sens où il pourrait déboucher sur une décision politique concrète.

Dans leur méconnaissance du renseignement, certains politiques fantasment aussi sur un mythique « service action », qui serait capable dans leur esprit d'accomplir n'importe quel exploit digne de James Bond, quasiment sans préparation, l'exemple type restant l'affaire du *Rainbow Warrior*, opération décidée sur un coup de tête alors qu'elle était évoquée comme une hypothèse de travail extrême, parmi beaucoup d'autres moins risquées.

On voit bien le rôle capital que peut jouer la culture du renseignement acquise, ou non, par les dirigeants (ou à défaut par leurs collaborateurs directs). Le « bon usage » des services relève à la fois d'une familiarité suffisante avec ce monde très particulier, et d'une bonne interface entre un service et le cabinet du décideur. La personnalité des dirigeants des services secrets est toujours un choix politique : on place souvent à ces postes sensibles des personnes « de confiance »... qui sont rarement des praticiens du renseignement et qui doivent « apprendre » pendant un an ou deux les rouages de leur maison tout en la représentant le mieux possible. Certaines greffes ne prennent jamais, d'autres réussissent au-delà de toute attente. Dans tous les cas, la relation du dirigeant avec le chef de l'État est cruciale pour l'efficacité du service. Trop lointaine, sa production sera ignorée ou examinée avec suspicion. Le premier mandat de Bill Clinton a ainsi vu défiler plusieurs « têtes » à la CIA, aucune ne parvenant à construire

## *À quoi servent les espions ?*

un lien avec le président. Si au contraire la relation est trop proche et trop exclusive, elle peut conduire à des dérapages par manque de garde-fous : on songe pour les années 1980 à la vieille complicité entre le président Ronald Reagan et William Casey, son patron de la CIA. Laquelle a permis à Casey de lancer à peu près toutes les opérations qu'il voulait, par exemple la vente d'armes à l'Iran pour faire libérer des otages américains – avec l'insuccès que l'on sait – et le financement de la guérilla des Contras au Nicaragua. Bref, il ne faut pas juger les uns et les autres uniquement à la lumière de leurs échecs ou de leurs réussites, mais avoir en tête que le « renseignement » n'occupe qu'une toute petite partie du « temps de cerveau disponible » des décideurs et que le choix des informations et analyses qui doivent leur être transmises est un exercice des plus difficiles.

### **De l'utilité des espions en histoire**

Longtemps les historiens ont affiché pour « l'espionnage » ou le « renseignement » une méfiance ou un dédain similaires à celui des politiques, mais pour d'autres raisons. L'abondance de productions romanesques et journalistiques conférait à ce domaine une aura de frivolité. L'action, par définition occulte, des services secrets souffrait aussi de n'être pas facilement vérifiable. L'histoire s'est constituée en discipline scientifique essentiellement sur la base des sources écrites. Les archives des services secrets étant souvent inaccessibles pour des durées fort longues, ou sévèrement épurées, l'historien sérieux a longtemps préféré rester à l'écart. L'argument de la dissimulation ne nous semble pas acceptable, même selon les canons les plus stricts de l'histoire : la diplomatie, la politique, la finance usent aussi du mensonge, de la dissimulation et de la désinformation. Ce qui n'en fait pas pour autant des objets « indignes » à étudier. Quant au manque d'archives écrites, il doit être relativisé. Dans les pays anglo-saxons, particulièrement aux États-Unis, l'effort d'ouverture doit être salué : grâce au *Freedom of Information Act*, les chercheurs ont accès à

toutes sortes d'archives jusqu'aux années 1980 – pas toutes, c'est certain, mais suffisamment pour travailler. En Russie, l'ouverture des archives sous Boris Eltsine a été fugace et les chercheurs occidentaux n'y ont plus accès, pour l'essentiel. Mais des chercheurs russes publient d'importants travaux sur la période antérieure à 1945. En Grande-Bretagne, MI5 et MI6 ont choisi d'ouvrir leurs archives jusqu'aux années 1950 à des chercheurs choisis de *l'establishment* académique. En France, l'accès est moins libéral qu'ailleurs, puisque les archives librement consultables ne dépassent pas les années 1930. Mais certains jeunes chercheurs commencent à obtenir des dérogations pour des périodes plus récentes...

En réalité, derrière la question des archives écrites se profile le statut que l'on veut bien accorder au témoignage oral, essentiel en la matière. Ce dernier est longtemps resté l'apanage des enquêteurs journalistes, avec parfois de réelles réussites. Les historiens ont mis du temps à reconnaître que les sources orales sont certes insuffisantes à elles seules, mais pourtant exploitables. L'ancien espion qui raconte telle ou telle opération à dix, vingt ou cinquante ans de distance, déforme les faits, confond des dates ou des acteurs secondaires, enjolive son action, affabule parfois... quand il ne tente pas tout simplement un hold-up sur l'histoire, comme Léopold Trepper, cet ancien du réseau communiste l'Orchestre rouge, qui a laissé dire, puis raconté lui-même qu'il était le chef du réseau alors que les archives entrouvertes en Russie montrent aujourd'hui qu'il en était un membre relativement secondaire ! Les (bons) journalistes savent qu'un témoin ne peut être cru sur parole sans de sérieuses vérifications et recoupements. Mais c'est surtout une source irremplaçable pour comprendre tout ce que des archives « papier » n'apporteront jamais : l'ambiance et le fonctionnement d'un service, au-delà des organigrammes théoriques, le déroulement des opérations, la part des personnalités dans tel échec ou telle réussite, etc.

Une « histoire secrète du xx<sup>e</sup> siècle » sous forme de témoignages directs, issus de Mémoires ou d'interviews d'« anciens » du renseignement, fera peut-être quelques sceptiques, mais on espère

## *À quoi servent les espions ?*

qu'elle illustrera, par quelques cas remarquables, le rôle parfois important du renseignement dans l'histoire. Oui, les exploits des « services » sont parfois ignorés au sommet de l'État ; oui, les espions ont rarement droit au premier plan des histoires académiques, mais quelques années de fréquentation vagabonde du monde du renseignement nous ont convaincus qu'une poignée de ces hommes et de ces femmes ont un impact encore sous-estimé. La meilleure façon de l'établir est encore de livrer un échantillon suffisamment large d'acteurs choisis selon quelques critères simples, après avoir dépouillé une grosse centaine de volumes et réalisé quelques dizaines d'entretiens. Alors que l'histoire du renseignement mondial est écrite en majorité par des auteurs anglo-saxons, il nous a semblé utile de ne pas se limiter à des témoins de cette sphère, ni même aux deux grands blocs, occidental et russe. On trouvera donc dans ce recueil des Américains et des Britanniques, des Russes et des Européens de l'Est, mais aussi un Pakistanais, un Irakien, un Israélien, etc., même si certains pays n'ont pu être représentés par la force des choses. Nombreux sont les anciens dirigeants de services à avoir publié leurs Mémoires. Ils ont quelques atouts pour cela : par leur position, ils ont eu un regard global sur les activités de leur service. Et ils ne sont pas toujours tenus aux engagements de confidentialité signés par leurs subordonnés. Mais leur position est aussi un handicap dans la mesure où, n'ayant pas été « sur le terrain » dans les moments clés, ils se cantonnent le plus souvent à des généralités. Rare exception retenue pour cette anthologie : Markus Wolf qui mérite bien son qualificatif de « maître espion », par son expérience et sa réflexion. *In fine*, les deux critères décisifs ont été d'une part l'importance historique des opérations décrites par les témoins (ont-elles influencé, si peu que ce soit, le cours de l'histoire ? En révèlent-elles une ou des dimensions ignorées ou méconnues ?) et d'autre part, la faible médiatisation des personnages et l'originalité des récits.

La présentation de chaque auteur se limitera aux éléments indispensables pour situer le témoignage. Il va de soi que d'un chapitre à l'autre, les points de vue idéologiques seront des plus variés ! Nous

avons en effet choisi de débiter l'entreprise d'une histoire « parallèle » ou « secrète » du xx<sup>e</sup> siècle par ce volume, central, sur la période 1945-1989.

## **Nous sommes tous des enfants de la guerre froide**

Plus de vingt ans après la chute du bloc communiste, il peut sembler paradoxal de revendiquer pareille filiation. Notre monde est devenu multipolaire, instable, saturé d'informations aussi incontrôlables qu'abondantes, secoué de mouvements tectoniques par la communauté financière et diverses mouvances terroristes, marqué par l'impératif écologique, etc. Bref, l'exact contraire de ce qu'il a été entre 1945 et 1989.

S'en tenir à ce constat serait oublier à quel point notre monde est encore – et pour longtemps – façonné, ou déformé, par ce qui l'a précédé. La plupart de nos dirigeants ont été éduqués dans les années 1960 à 1980 et manient toujours des grilles d'analyse conçues à cette époque, quoi qu'ils en disent. Un Vladimir Poutine, dont on connaît l'expérience passée dans le renseignement, est loin d'avoir renié l'héritage et les pratiques de ses prédécesseurs. Angela Merkel a grandi dans une société communiste, en RDA, sous l'œil de la Stasi. Une bonne partie du personnel politique israélien a fait ses classes au sein du Mossad des années 1980, à l'image d'Ehud Barak ou de Tzipi Livni. Même un Nicolas Sarkozy, parmi les plus jeunes dirigeants contemporains, pourtant adepte de la « rupture », quand il affirme sa nostalgie pour les grandes heures de l'ORTF, signale par là même ce qu'ont été ses années de formation intellectuelle.

Les grandes institutions internationales telles que l'Onu ou le FMI reflètent davantage, dans leur distribution des droits de vote et de veto, les grands équilibres établis au sortir de la Seconde Guerre mondiale que les actuels rapports de force économiques et géopolitiques. Si elles ont officiellement disparu, les « zones d'influence » traditionnelles des ex-superpuissances subsistent en

## *À quoi servent les espions ?*

réalité, comme l'a montré la récente crise géorgienne, dans laquelle les États-Unis et les puissances européennes se sont bien gardés de toute intervention militaire. Quant aux crises ouvertes par le vaste mouvement de décolonisation des années 1940 aux années 1960, alors qu'on accusait les grandes puissances de les entretenir par leurs luttes d'influence au sein du tiers-monde, force est de constater qu'elles ne se sont pas refermées après 1989. Enfin, comment ne pas voir que beaucoup de grands événements géopolitiques actuels, décrits par beaucoup comme des « ruptures historiques », sont en fait le résultat de processus engagés *pendant* la guerre froide ? Citons l'affirmation économique et politique de la Chine, la stratégie de rupture iranienne, le fondamentalisme islamiste, parmi tant d'autres.

Nous avons donc changé, c'est un fait, mais nous aurions tort de reléguer aux curiosités pour érudits ce passé proche, que nous croyons, à tort, connaître, et qui nous conditionne. L'actualité ne cesse de nous le rappeler. L'été 2010 a ainsi été marqué par l'arrestation d'une douzaine d'« espions » russes organisés en réseau sur le territoire américain, et qui ont été « échangés » contre des informateurs présumés de la CIA détenus par la Russie, comme au plus fort de la guerre froide. Une affaire qui a laissé perplexes bien des observateurs, tant les « espions » en question semblent avoir plus fait la chasse aux remboursements de notes de frais qu'aux informations secret-défense. Mais on remarque que cet incident n'a pas sérieusement affecté le « redémarrage » des relations entre Washington et Moscou voulu par le président Obama. De même que, malgré les gesticulations médiatiques réciproques, les grandes affaires d'espionnage de la fin de la guerre froide (notamment la découverte de la trahison des agents américains Ames et Hanssen, recrutés par le KGB) n'ont pas eu de conséquences sérieuses sur le rapprochement Reagan-Gorbatchev au temps de la *Perestroïka*.

Voici donc le moment de jeter de nouveaux éclairages sur une histoire beaucoup moins simple que ne le disent les manuels scolaires. Trois thématiques la dominent : l'affrontement bloc contre bloc, la décolonisation, la montée de nouvelles menaces. On croit

connaître l'essentiel de l'affrontement sans merci entre services secrets occidentaux et communistes. Dans une certaine mesure, cette guerre souterraine, directe ou via des partenaires interposés, s'est substituée à un conflit mondial ouvert. Raymond Aron a résumé d'une formule la situation au sortir de la guerre : « Paix impossible, guerre improbable ». L'équilibre des forces nucléaires interdit en principe tout conflit direct, qui mènerait à une destruction mutuelle assurée, comme on le constate dans la crise des missiles de Cuba. De fait, les « coups tordus » entre services servent de substitut au conflit direct, de même que les guérillas pro ou anticommunistes en Afrique ou en Asie sont instrumentalisées par la CIA et le KGB. Pourtant, cet affrontement est moins schématique qu'il n'y paraît. Comme le montre Oleg Kalouguine, qui dirigea au sein du KGB l'espionnage à l'Ouest, cette guerre secrète a fait relativement peu de victimes directes. Les grands services n'allaient pas jusqu'à éliminer des ressortissants ennemis, par peur de déclencher une escalade meurtrière. Leur véritable objectif était d'infiltrer le dispositif adverse pour recueillir le maximum d'informations, et si possible influencer sur sa stratégie. De ce point de vue, les services de l'Est ont démontré un savoir-faire hors du commun, comme le montre le cas des « Cinq de Cambridge », abordé ici à travers le témoignage de Kim Philby, ou l'infiltration de l'entourage du chancelier Willy Brandt par l'équipe de Markus Wolf. Mais l'espionnage ne s'est pas uniquement exercé entre ennemis. Le témoignage de Peter Wright, ex-directeur adjoint du MI5, nous apprend que ce service n'hésita pas à écouter l'ambassade de France à Londres au plus fort des négociations sur l'entrée de la Grande-Bretagne en Europe. Il n'y a là rien qui puisse étonner les professionnels : on s'espionne *aussi* entre alliés, même si l'on feint de s'en indigner lorsqu'une opération est révélée dans la presse. De plus, la solidarité entre pays de l'Ouest n'exclut pas quelques lâchages, comme pendant la crise de Suez qui vit les États-Unis contrer la tentative de putsch conjointe de la France, de la Grande-Bretagne et d'Israël sur le canal égyptien. Et même lorsque d'anciens ennemis sont en train de se réconcilier, comme les États-Unis et l'URSS pendant la



## *À quoi servent les espions ?*

*Perestroïka*, les coups bas continuent de plus belle, ce que confie l'ancien chef du contre-espionnage du KGB Rem Krassilnikov.

On ignore encore qu'il y a eu pendant cette période des « crises aiguës » demeurées secrètes pour ne pas envenimer des situations qui auraient pu devenir incontrôlables. On pense à ces deux officiers de la CIA qui ont passé vingt ans dans les prisons de la Chine communiste, avant que Nixon et Kissinger n'obtiennent leur libération. On ignore aussi certains projets fort heureusement restés dans les cartons, qu'il s'agisse d'assassinats de dirigeants étrangers pour les Britanniques ou d'invasion de Cuba (bien avant la baie des Cochons) par des mercenaires envoyés depuis Saint-Domingue, épisode loufoque rapporté par l'ex-espion franquiste Gonzales-Mata. On ignore enfin que les positionnements politiques de certains chefs d'État sont parfois bien éloignés de ce qu'ils affirment sur la scène internationale. Ainsi le très nationaliste et tiers-mondiste Nasser ne serait, selon Miles Copeland, ancien chef de poste de la CIA en Syrie et en Égypte, qu'une créature des services américains ! Tout aussi surprenant, la posture de relative indépendance du Roumain Ceausescu au sein du bloc soviétique n'aurait été qu'un leurre, élaboré en plein accord avec l'URSS, selon son ancien chef des services secrets Ion Pacepa.

Plus important encore pour l'histoire, des espions ont contribué à faire basculer des conflits régionaux, tel Wolfgang Lotz, placé par le Mossad au cœur du dispositif égyptien, d'où il peut fournir à Israël des informations sur les forces arabes, ou Pham xuân Ân, agent du Viêtcong auprès des chefs de guerre américains, qui joue un rôle crucial dans leur défaite au Vietnam. Les derniers témoignages de ce recueil nous montrent quels mouvements tectoniques étaient déjà à l'œuvre dans les années 1980 pour façonner notre monde actuel : montée de l'islamisme alimenté en Afghanistan par les services pakistanais, saoudien et américain (témoignage de Mohammed Yousaf, ancien chef du bureau afghan de l'ISI) ; instrumentalisation du terrorisme par certains « états voyous » profitant d'une focalisation trop exclusive des Occidentaux sur la menace communiste (comme l'affirme Bill Cowan, ancien enquêteur du Pentagone au Liban) ;

prémises de la cyberguerre, initiée par les États-Unis pour briser l'espionnage technologique des Russes (comme le raconte son inventeur Gus Weiss).

Bien entendu, ces témoignages ne reflètent pas la réalité quotidienne du travail au sein des agences de renseignement. Il s'agit pour la majorité des cas d'opérations exceptionnelles par leur ampleur, leurs moyens, leur audace... La Seconde Guerre mondiale a été une époque de pionniers, pendant laquelle des agences se sont créées (OSS américain, BCRA gaulliste...) et d'autres ont grossi jusqu'à devenir des bureaucraties (services russes et britanniques notamment). Mais c'était surtout une époque de grande « créativité », imposée par les circonstances souvent extrêmes, le manque de moyens et l'urgence des situations. Que l'on soit agent du SOE parachuté en France occupée, « taupe » communiste au sein de l'état-major allemand ou nageur de combat italien infiltré dans un port américain pour poser des bombes sur des « Liberty ships », on était le plus souvent livré à soi-même, seul en terrain ennemi, contraint d'improviser en permanence, quitte à rendre compte par la suite. Le retour à la paix a évidemment changé la donne.

Dans un contexte de guerre froide émergente, les grands pays ont tous renforcé leurs moyens de renseignement. En France, le BCRA gaulliste et le service de renseignement d'Alger ont été fondus pour former ce qui allait devenir le Sdece, après une sévère épuration des éléments douteux et des sympathisants communistes, tandis que l'on créait *ex nihilo* une DST en charge du contre-espionnage. Les États-Unis se sont dotés de la CIA qui allait devenir une énorme bureaucratie. Quant aux services russes, ils ont poursuivi leur croissance et leur emprise tentaculaire sur la société russe, jusqu'à employer des centaines de milliers de personnes. Ces organisations se sont inévitablement structurées, hiérarchisées, organisées en développant des règles qui laissaient fort peu de place à l'aventure. Pour l'essentiel, le travail du renseignement en temps de paix n'a d'ailleurs rien de romantique : il réside dans le recueil minutieux et le traitement patient d'informations ouvertes et fermées, le maniement de sources

## *À quoi servent les espions ?*

plus ou moins bien placées, etc., et dans une infime part d'« actions » de type infiltration ou offensive musclée. C'est bien pourquoi certains héros de l'action clandestine pendant la Seconde Guerre mondiale ont eu du mal à trouver leur place dans ces dispositifs lourds, à moins qu'ils ne les aient dévoyés, comme ce fut le cas pour Allen Dulles et son entourage dans les débuts de la CIA, quand ils ont autorisé des assassinats de chefs d'État ou des expérimentations d'armes prohibées<sup>1</sup>. Ces vétérans n'avaient pas compris que certains expédients qui pouvaient être tolérés en période de guerre totale, sous réserve de rester discrets, devenaient injustifiables en période de paix dans une société démocratique.

De fait, la montée des normes bureaucratiques et des contrôles (ces derniers encore insuffisants du point de vue démocratique) a sans doute pesé sur l'efficacité des services occidentaux et même soviétiques, comme le démontre la carrière brisée d'un Oleg Kalouguine, victime de jalousies et d'intrigues intestines au KGB. Mais elle n'a pas empêché pour autant les témoins que nous présentons ici d'accomplir des actions spectaculaires, soit seuls, soit avec une poignée d'hommes. Les infiltrations hardies de Wolfgang Lotz, pour le Mossad, ou de Pham xuân Ân, pour le Viêtcong, dans les rangs ennemis sont dignes des exploits de la Seconde Guerre mondiale. Malgré la dérive bureaucratique des services communistes, les opérations lancées avec des effectifs réduits mais choisis par Kalouguine, Krasilnikov, Pacepa ou Wolf ont produit de belles réussites. Quant aux initiatives prises sur le terrain par un Miles Copeland ou un Peter Wright, leur efficacité en fait des cas d'école pour les apprentis espions. Les histoires que vous allez maintenant découvrir ne racontent donc pas le quotidien du renseignement pendant la guerre froide, mais témoignent d'expériences fondatrices qui ont, à leur niveau, façonné notre histoire et ce que nous sommes. Du même coup, elles forment les « grandes heures » du renseignement contemporain.

---

1. Voir Yvonnick Denoël, *Le livre noir de la CIA*, Nouveau Monde éditions, 2007 et J'ai lu, 2009.



## **Copyrights des textes cités**

Chapitre 1 : Yvonnick Denoël

Chapitre 2 : Kim Philby

Chapitre 3 : Oleg Kalouguine

Chapitre 4 : Peter Wright

Chapitre 5 : Markus Wolf

Chapitre 6 : Lluís-Manuel Gonzales-Mata

Chapitre 7 : Miles Copeland

Chapitre 8 : Wolfgang Lotz

Chapitre 9 : Éditions des Équateurs

Chapitre 10 : Ion Pacepa et Presses de la cité pour la traduction

Chapitre 11 : Rem Krassilnikov

Chapitre 12 : Hussein Sumaida et Carole Jérôme

Chapitre 13 : Mohammed Youssaf et Mark Adkin

Chapitre 14 : Gus Weiss

Chapitre 15 : PBS

# HISTOIRE SECRÈTE DU XX<sup>e</sup> SIÈCLE

Les historiens ignorent souvent le rôle des « espions » dans l'histoire contemporaine. Certains ont pourtant joué un rôle clé dans des événements que nous croyons connaître. Voici donc réunis pour la première fois les témoignages de quelques « grands espions » qui ont contribué à façonner notre époque. Cette anthologie sans équivalent propose au lecteur une histoire du XX<sup>e</sup> siècle clandestin, celui qu'on ne raconte pas dans les manuels scolaires.

Des décombres du second conflit mondial à la fin de la guerre froide, en passant par la décolonisation et les nouvelles menaces terroristes, d'anciens chefs et agents de terrain des services du monde entier dévoilent ici les épisodes les plus marquants de leur carrière.

On croisera dans ce volume des noms connus des spécialistes du renseignement, comme Markus Wolf, le maître espion est-allemand qui a infiltré le cabinet du chancelier Willy Brandt, ou Kim Philby, la « taupe » soviétique au cœur de l'espionnage britannique. Mais on découvrira surtout nombre de personnages jusqu'ici méconnus dont nous publions pour la première fois les témoignages explosifs.

*Historien et spécialiste du renseignement, Yvonnick Denoël a publié chez Nouveau Monde éditions Le Livre noir de la CIA (2007), 1979, guerres secrètes au Moyen-Orient (2009), Comment devient-on espion? (2009) et Sexus Economicus, le grand tabou des affaires (2010).*

19,90 euros

978-2-84736-534-4



nouveau monde  
éditions

[www.nouveau-monde.net](http://www.nouveau-monde.net)

SODIS 𠄎  
751422-7